Département des Bouches-du-Rhône

Accusé de réception en préfecture 013-211300587-20250114-DEC 2025_004-Al Date de télétransmission : 16/0172025 Date de réception préfecture : 16/01/2025

DÉCISION 2025/004



paussane les Alpilles

RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE DE 2 RADARS PEGAGOGIQUES.

LE MAIRE DE MAUSSANE-LES-ALPILLES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales :

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil Municipal en sa séance du 04 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Considérant les dispositions de l'article R2122-3 du Code de la Commande publique selon lesquelles « l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque les (...) services ne peuvent être fournis que par un opérateur économique déterminé, en raison de l'existence de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle, tout ceci justifié en l'absence d'une solution de remplacement raisonnable et du fait que l'absence de concurrence ne résulte pas d'une restriction artificielle des caractéristiques du marché ».

Considérant en l'espèce le fait que les deux premiers radars pédagogiques (aussi appelé radars préventifs) ici visés ont été acquis en mars 2020 auprès du fournisseur ELAN CITÉ et demeurent en parfait état de fonctionnement, justifie le renouvellement du contrat de maintenance proposé par ce même fournisseur disposant de l'exclusivité des pièces de remplacement.

- DÉCIDE -

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1er : Le projet de contrat proposé par la société ELAN CITÉ pour le renouvellement de l'abonnement à ses services de maintenance pour le bon fonctionnement des 2 radars pédagogiques précités est accepté pour une durée de TROIS ans et pour un montant forfaitaire annuel de CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS (199€ HT) par radar, soit $398 \notin par$ an.

<u>Article 2</u>: Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

<u>Article 3</u>: La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal

<u>Article 4</u> : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : $J\Theta(d)$ C^{OC}

Fait à Maussane les Alpilles, le 14 janvier 2025

Le Maire, Jean-Christophe CARRÉ

Rubbecation site internet de la commune le : 20/01/25

délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir delaint le Tribunal Administratif de Marseille (31, De Véan-François Leas A3235 MARSEILLE (Ladex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le la lui la la la communauté de Communaut

Tel : 0.190 5130 16 - Fax : 0.190 5136 15 · Email : centaet.mairie@maussanelesalpitles.fr

VALLÉE (A) BAUX-ALPILLES